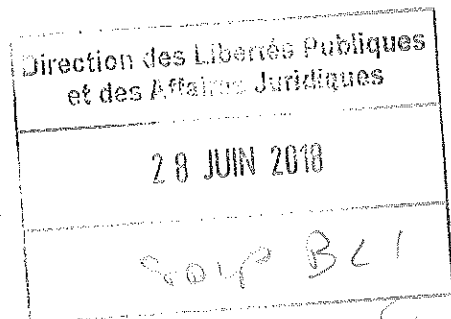




PRÉFET DE LOIR-ET-CHER



Direction des Sécurités

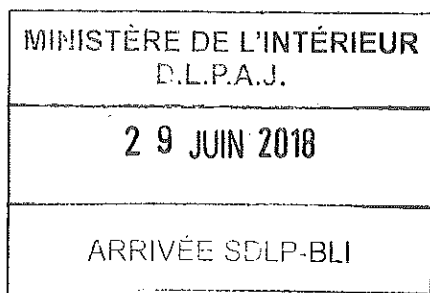
Le Préfet

Le Directeur

à

Affaire suivie par : Laurent VIGNAUD  
Tel 02 54 81 56 00 : – Fax : 02 54 81 56 03  
laurent.vignaud@loir-et-cher.gouv.fr

Monsieur le Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur  
- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
- Cabinet



Blois, le 22 JUN 2018

Objet : Expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les agents de la police municipale de Blois

Ref : Loi N°2016-731 du 3 juin 2016

Décret N° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions.

En application des dispositions du décret cité ci-dessus, la ville de Blois a sollicité en août 2017 la possibilité d'équiper les effectifs de sa police municipale de caméras mobiles.

Après instruction de la demande, j'ai autorisé la ville de Blois à enregistrer les interventions de ses policiers municipaux au moyen de 8 caméras mobiles et ce, comme le prévoyait le décret, jusqu'à la date limite de l'expérimentation soit le 3 juin 2018.

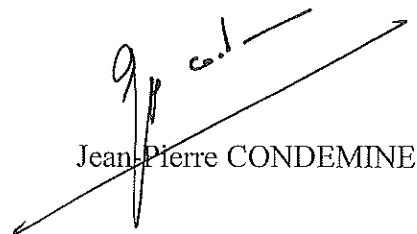
Les caméras mobiles dont les policiers municipaux de Blois ont été dotés entraînent complètement dans la stratégie territoriale de la ville qui se traduit, notamment dans le cadre de la prévention de la délinquance, par une présence renforcée sur le terrain et notamment dans les secteurs de la ville où des difficultés ont été observées. Ce quadrillage de la ville par la police municipale s'opère au quotidien, comme lors des événements majeurs de la commune, en totale synergie avec l'action des services de la police nationale.

Le bilan de l'utilisation des caméras mobiles par la police municipale de Blois se révèle très positif. Il a été établi que le port des caméras et l'enregistrement des images lors des interventions, notamment les plus délicates, constitue un outil dissuasif et préventif contre les agressions dont les policiers municipaux pourraient être l'objet mais aussi un outil incitatif au respect des procédures par leurs porteurs.

Les caméras mobiles ont été considérées par la ville de Blois comme un atout et un complément à la fois du réseau de caméras de vidéoprotection déployé dans la commune (38 caméras) et de l'armement individuel dont les policiers municipaux sont dotés (catégorie B 8° et D).

Il est pénalisant que cette expérimentation soit stoppée sans , pour le moment, de perspective réelle quant à sa poursuite éventuelle. Dans ce contexte, le maire de Blois a, malgré l'échéance fixée par le décret, sollicité de ma part un nouvel arrêté afin de poursuivre l'usage des caméras mobiles, devenue indispensables au bon déroulement des interventions et une garantie pour la sécurité des policiers municipaux .

Ma réponse se fondera sur l'absence désormais de base légale pour poursuivre cette expérimentation après le 3 juin 2018 (message de la DLPAJ du 5 juin dernier). Il n'en demeure pas moins que j'appelle de mes vœux que cette expérimentation puisse se traduire par des dispositions législatives et réglementaires pérennes permettant aux policiers municipaux de continuer à porter au quotidien des caméras mobiles devenues désormais partie intégrante de leur équipement.

 c.l.  
Jean-Pierre CONDEMINÉ